

gouvernements des deux partis qui se sont succédé pendant quarante ans, les Canadiens ont contribué de façon particulièrement active à l'établissement de l'ordre international - qui ce soit en Indochine ou à Chypre, et dans des domaines aussi divers que le développement, le contrôle des armements, la crise des réfugiés et de la famine, ou encore de la préparation de nouveaux régimes de droit international. Je ne sais pas ce que cette attitude révèle de notre caractère, mais elle témoigne de notre prudence, parce que nous savons que les intérêts et la sécurité du Canada dépendent des progrès constants réalisés contre la pauvreté et les préjugés, la peur et l'intolérance, ennemis de l'ordre international.

Personne n'est à l'abri des troubles. La bombe qui a explosé à l'aéroport de Narita était dans une valise en provenance du Canada. L'affaiblissement des arrangements commerciaux internationaux a coûté des emplois aux Canadiens. Les conflits locaux qui s'étendent ou que des rivalités plus grandes viennent empoisonner menacent au même titre notre sécurité à tous.

Il n'y a rien de neuf à propos de ces observations si ce n'est, peut-être, que nous les entendons maintenant si souvent que nous ne leur accordons plus l'importance qu'elles méritent. Il y a quarante ans, douloureusement conscients de la dévastation que peut causer la guerre, les dirigeants mondiaux ont établi le système des Nations Unies. La plupart des succès qui ont marqué notre histoire depuis cette date sont le fait d'alliances: l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), la Communauté européenne et une multitude d'arrangements de portée plus locale, qu'il s'agisse de regrouper les nations de l'Asie du Sud-Est ou de maintenir la paix à Chypre ou dans le Sinai.

Traumatisés par la guerre, nous avons trouvé des moyens de travailler ensemble. Aujourd'hui, protégés par une paix relative, nous nous éloignons lentement du système international qui a contribué à bâtir cette paix. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et Singapour, après avoir dûment pris en considération leurs intérêts nationaux, ont annoncé leur intention de se retirer de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); l'Inde, le Brésil et d'autres pays s'opposent au renouvellement des négociations commerciales multilatérales. La Grèce remet en cause son rôle au sein de l'OTAN. Au lieu de faire preuve de leadership, la Communauté européenne se